

# SA PROPOSITION FAIT UN FLOP

**POLÉMIQUE** Tailler drastiquement dans les indemnités des parlementaires? La proposition de Toni Brunner (UDC/SG) ne séduit même pas dans son camp.

**E**n s'en prenant d'une manière drastique aux indemnités des parlementaires, le président de l'UDC, Toni Brunner (UDC/SG), savait qu'il allait se mettre à dos le Parlement. A gauche ou au centre, en tout cas, mais il met aussi dans l'embarras ses propres troupes.

Dans la *SonntagsZeitung*, le paysan saint-gallois n'y est pas allé de main morte. Si aujourd'hui un conseiller national peut recevoir entre 115 000 et 150 000 francs selon son activité, le mentor de l'UDC veut réduire le tout à 30 000 francs. Selon lui, le Parlement est sur le mauvais chemin de la professionnalisation. Il doit revenir à un système de milice comparable à celui de l'armée avec une compensation de salaire plafonnée.

**« Pour nous qui venons de loin, ça n'a pas de sens »**

Pierre Rusconi, conseiller national (UDC/TI)

Inutile de préciser que, dans les partis adverses, la réaction est vive, mais pas étonnée: «C'est un non-sens, s'amuse Carlo Sommaruga (PS/GE). Si on veut une mécanique politique qui fonctionne, il faut davantage professionnaliser que démanteler ce qui existe. Et, si on veut indemniser les parlementaires comme les militaires, celui qui serait boulanger serait moins indemnisé que celui qui est avocat!»

Derrière cette proposition, on sent évidemment la patte de Christoph Blocher. «Quand on est milliardaire comme lui, s'insurge Isabelle Chevalley (Vert'libérale/VD), les indemnités servent à payer les vacances. Mais c'est clai-

rement un moyen d'affaiblir les autres partis. Bien des députés rétrocèdent une partie de ce qu'ils touchent. D'après les études de l'OCDE, nous sommes parmi les Parlements les moins chers d'Europe. Si je compte 440 francs d'indemnité journalière pour huit heures, cela fait 55 francs l'heure.»

#### «Stratégie habituelle de l'UDC»

Nouveau venu, Guillaume Barzzone (PDC/GE) estime qu'avec la proposition Brunner on supprimerait la possibilité d'un assistant: «Pour pouvoir maintenir un Parlement de milice, c'est important de pouvoir être secondé.» Quant à Fathi Derder (PLR/VD), il y voit une fois encore «la stratégie habituelle de l'UDC pour décrédibiliser les institutions».

Cela dit, même à l'UDC, la proposition laisse sceptique. «Pour l'instant, je n'ai pas de commentaire à faire», tranche un Raymond Clottu (UDC/NE) un peu embarrassé. Pour Pierre Rusconi (UDC/TI), patron d'une fiduciaire, il n'en est pas question: «Pour nous qui venons de loin, ça n'a pas de sens. Ce

que je gagne ici, je le perds au bureau et on baissera la représentativité des professions libérales.» André Bugnon (UDC/VD), lui, essaie de voir le fond des choses: «Cette proposition, c'est sans doute pour prévenir qu'il ne faudra pas augmenter les indemnités lors de la prochaine législature. C'est une façon de faire pression. Mais, personnellement, disons que je préfère le statu quo.»

Le jeu en vaut-il la chandelle pour l'avocat Yves Nidegger (UDC/GE)? «Comparés aux Parlements des pays voisins, constate-t-il, nous sommes des clochards. Il y a déjà une dose de masochisme dans notre façon de fonctionner. Une heure de travail dans mon étude vaut une journée

ici. Financièrement, un indépendant s'appauvrit en venant à Berne. Faut-il être encore plus spartiate? Mais, si je suis convaincu que cela aboutit à une amélioration, alors je soutiendrai.» Toni Brunner, lui, est prêt à partir devant le peuple. «Une initiative pour un Parlement de milice aminci serait une option», déclare-t-il.

● ÉRIC FELLEY

eric.felley@lematin.ch

LIRE L'ÉDITO CI-CONTRE

#### COMBIEN COÛTE PAR AN UN PARLEMENTAIRE SUISSE?

• Indemnité annuelle	<b>26 000 fr.</b>
• Total des indemnités journalières	<b>22 800 fr.</b>
• Dépenses de personnel et matériel	<b>33 000 fr.</b>
• Repas	<b>5 980 fr.</b>
• Nuitées	<b>7 200 fr.</b>
• Frais de déplacement	<b>4 640 fr.</b>
• Fonds de prévoyance	<b>13 500 fr.</b>
<b>TOTAL:</b>	<b>113 120 fr.</b>

Laurent Cortet

Malgré le peu d'engouement que suscite sa proposition, Toni Brunner se dit prêt à aller devant le peuple.